

LE syndicat **Force Ouvrière** des Finances Publiques

FOIX, le 11 décembre 2012

CTL du 13 décembre 2012

DECLARATION LIMINAIRE

L'ordre du jour de ce CTL porte en partie sur la déclinaison locale du CTR du 4 décembre et la localisation des emplois à la DDFIP de l'Ariège.

Avec ses 2353 suppressions d'emplois pour le ministère de l'économie et des finances, et ses baisses de crédit de fonctionnement pouvant aller jusqu'à 7%, le projet de Loi de Finances 2013, est bien dans une logique d'austérité budgétaire.

Nul doute que demain, le projet de loi de décentralisation en sera une nouvelle démonstration.

Pour FO DGFIP nos revendications sont claires : Non aux Suppression d'emplois, à la baisse des crédits de fonctionnement et d'investissement, à la détérioration des conditions de travail, à la fermeture de services, au blocage du point d'indice, à la diminution drastique des promotions internes, à la non revalorisation des frais de déplacements, à la déstabilisation du réseau de l'action sociale, et au maintien du jour de carence :

Face à ces agressions, on peut légitimement s'interroger sur la nature du changement. Et quant est il de nos revendications ?

Lors de la journée nationale de grève du 27 novembre à la DGFIP à l'appel de l'ensemble des syndicats, 41,13 % des agents étaient en grève en Ariège et 7 sites étaient fermés : le malaise des agents est palpable dans tous les postes et services.

Après les groupes d'expression métier, la démarche d'orientation stratégique, voici venu le temps de la démarche stratégique et de son programme qui se définit ainsi :

- Comment donner du sens à notre action;
- Enraciner une culture commune à la DGFIP
- La méthode participative
- Enfin, plus grave, parmi les thèmes retenus : le devenir des petites structures au sein du réseau.

Pour l'Ariège, c'est encore 4 emplois qui sont sacrifiés, aggravant les conditions de travail des agents des deux filières et qui génèrent un stress de plus en plus difficile à surmonter. Cette situation devient intolérable.

Pour l'avenir proche, nous nous demandons la suite que vous comptez réserver à la Trésorerie de Varilhes, à compter du mois de mai 2013, avec le départ à la retraite d'un cadre C et la mutation du chef de poste.

En conclusion, lors d'un meeting, le président alors candidat avait déclaré : « mon ennemi n'a pas de visage, pas de nom, c'est la Finance ».

Quelques mois plus tard, on peut légitimement se demander s'il n'a pas un nom, un visage, celui des agents des Finances !

Vous comprendrez qu'au vu de cette situation, les représentants de **FO DGFIP** excédés, ne participeront pas à ce CTL et nous quittons la séance, en vous demandant de joindre cette déclaration au procès verbal.